

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Nexen

Un juste équilibre



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Dans le dossier très délicat des acquisitions d'entreprises canadiennes par des sociétés d'État étrangères, le gouvernement de Stephen Harper a trouvé un équilibre économiquement souhaitable et politiquement habile.

Contrairement à leur façon de faire habituelle, les conservateurs ont travaillé cette fois-ci de façon rigoureuse et subtile. À juste titre, le premier ministre semblait fier de son coup, se prêtant même vendredi après-midi à une longue conférence de presse.

Cette fois-ci, les conservateurs ont travaillé de façon rigoureuse et subtile.

Ottawa a donné le feu vert à deux transactions par lesquelles des sociétés d'État étrangères (SEE) mettent la main sur des compagnies canadiennes œuvrant dans le domaine du pétrole et du gaz. Dans la plus importante et la plus controversée de ces transactions, la chinoise CNOOC paiera 15 milliards pour Nexen, une société qui dispose notamment d'actifs dans les sables bitumineux. Le ministre de l'Industrie, Christian Paradis, a conclu que cette affaire offrait une «avantage net» pour le Canada. CNOOC appartient à l'État chinois mais se comporte, de façon générale, comme une multinationale privée. Elle s'est engagée à installer son siège social nord-américain à Calgary et à s'inscrire à la Bourse de Toronto. Étant donné ces promesses et l'impact négatif qu'aurait pu avoir un refus sur les relations économiques entre la Chine et le Canada, il était difficile pour le gouvernement de dire non.

Néanmoins, l'opinion publique était très opposée à la

transaction. Le cabinet devait prendre des mesures pour rassurer les Canadiens.

D'autant que d'autres entreprises, beaucoup plus importantes que Nexen pour notre industrie pétrolière, auraient pu se retrouver un jour dans la mire des Chinois. «Assez rapidement, par quelques grosses transactions, un gouvernement étranger pourrait prendre le contrôle des sables bitumineux», a souligné le premier ministre. C'est cette situation que visent à prévenir les nouvelles lignes directrices émises vendredi par le gouvernement. En vertu de celles-ci, toute transaction visant à permettre à une SEE de prendre le contrôle d'une compagnie canadienne présente dans les sables bitumineux sera bloquée, sauf «circonstances exceptionnelles». Cette dernière expression laisse au gouvernement une marge de manœuvre, par exemple la possibilité d'approuver une transaction dont dépendrait la survie d'une entreprise canadienne.

Cette nouvelle politique n'interdit pas les investissements de SEE dans les sables bitumineux, seulement les prises de contrôle. Les participations et les coentreprises restent possibles. «Les projets dans les sables bitumineux sont colossaux et les risques devront nécessairement être partagés», a souligné un financier spécialisé dans les fonds du secteur de l'énergie.

L'équilibre atteint ne devrait pas offusquer les autorités chinoises, ne serait-ce que parce qu'aucun pays, à commencer par la Chine, n'accepte les investissements étrangers sans restrictions.

Hors les sables bitumineux, la porte est plus grande ouverte. Néanmoins, avant d'approuver des investissements par des SEE, Ottawa se penchera sur le degré de contrôle exercé par l'État sur l'acquéreur et sur «le degré de contrôle ou d'influence que la société d'État exercerait vraisemblablement sur l'industrie dont l'entreprise canadienne fait partie». Le signal aux investisseurs étatiques étrangers est clair: votre argent est bienvenu au Canada pourvu qu'il ne permette pas à votre gouvernement d'avoir la main haute sur des secteurs importants de l'économie canadienne.



DROITS RÉSERVÉS / apcote@lesoleil.com

LE BLOGUE QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?

LE FANTASME AUSTRALIEN

Melbourne s'impose dans le top 10 des villes où la qualité de vie est la plus élevée. Son design urbain est fréquemment cité en exemple partout sur la planète. Montréal possède un potentiel comparable, mais affiche des faiblesses similaires au Melbourne d'il y a 20 ans, d'après Marc-André Carignan. On semble avoir oublié de mettre en valeur plusieurs atouts de notre paysage urbain, estime l'animateur-réalisateur de l'émission *Les Oranges Pressées*.

Lisez le billet de Marc-André Carignan et réagissez à lapresse.ca/avenirmtl



OPINION

La volte-face de Hollande

Le président français n'avait d'autre choix que d'adopter une politique de rigueur budgétaire



KHALID ADNANE
 L'auteur est économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

Tout au long de sa campagne présidentielle le printemps dernier, François Hollande s'est positionné comme l'homme fort de la gauche, l'ardent défenseur des programmes de relance et l'ennemi farouche des plans de rigueur et d'austérité. Dans son discours de victoire à Tulle, il déclarait: «Les Français, en ce 6 mai, viennent de choisir le changement en me portant à la présidence de la République. Enfin, l'austérité ne peut plus être une fatalité, et c'est la mission qui désormais est la mienne».

Or, un peu plus de six mois après son investiture comme président, Hollande, comme son prédécesseur Nicolas Sarkozy, a fait du redressement des finances publiques (et de l'austérité) sa plus grande priorité. Mais avait-il le choix?

La réponse est clairement non. L'économie française est loin d'être au beau fixe. La croissance est anémique à 0,1% et, en 2013, elle se situera tout au plus à un niveau de 0,4%, selon les dernières prévisions du FMI.

Du côté des finances publiques, la situation demeure précaire, le déficit représente cette année 4,5% du PIB, et, même si les obligations françaises se transigent à des taux historiquement bas (2% environ), la dette culminera à plus de 90% du PIB d'ici la fin de cette année.

Quant au taux de chômage à près de 10%, il bat littéralement



PHOTO MICHEL SPINGLER, REUTERS
 François Hollande a fait du redressement des finances publiques (et de l'austérité) sa plus grande priorité. Mais avait-il le choix?

des records: 4,58 millions de chômeurs.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que les actions les plus significatives de François Hollande depuis son entrée à l'Élysée aient porté sur le plan de la rigueur budgétaire. D'une part, il tenait à respecter les engagements de son pays envers les partenaires européens, et d'autre part, il voulait rassurer les marchés financiers en attendant d'un signal clair sur la caution de son gouvernement en cette matière.

François Hollande veut être jugé sur «l'état de la France dans cinq ans». Un pari calculé et audacieux.

La commande est énorme: ramener le déficit à 3% du PIB dès 2013 et l'équilibre budgétaire en 2017. Un projet de 60 milliards sur cinq ans, dont 30 milliards d'euros pour 2013.

Ces actions, dictées par la réalité économique et celle des contraintes budgétaires, témoignent d'un nouveau

positionnement de Hollande. Mais, il ne sera ni le premier président de la France ni le premier dirigeant politique à avoir effectué ce type de virage une fois confronté à la logique et aux exigences de la gouvernance.

Le président sortant, Nicolas Sarkozy, a vécu pareil scénario. En 2007, il est porté au pouvoir sur la base d'un programme de droite avec la promesse de réduire l'interventionnisme de l'État dans le marché. Or, quelques mois plus tard, dans la foulée de la grave crise financière de 2008, il devient subitement le grand défenseur d'une plus stricte régulation des marchés, allant jusqu'à déclarer qu'il fallait «humaniser et moraliser le capitalisme».

En ce sens, Hollande s'assume pour le moment, et face à ses détracteurs, il continue à plaider le bilan: il veut être jugé sur «l'état de la France dans cinq ans». Un pari calculé et audacieux à la fois, surtout que cinq ans en politique, particulièrement en France, représentent une éternité, pour le meilleur et pour le pire!

Mais, tout compte fait, avait-il réellement le choix?

OPINION

Les barbares

JEAN-LÉON LAFFITTE
 L'auteur est libraire à Montréal.

Je me souviens des contes de mon enfance. Parmi ceux-ci, ils y avaient l'histoire des Romains, de Romulus et Rémus, etc. Et parmi cette histoire, cette anecdote qui m'avait marqué: les enfants non désirés jetés en pâture aux vautours. C'était l'époque des barbares.

Quoi, que dites-vous?

«Il vaut mieux qu'une seule personne meure pour sauver une multitude... d'avortements?»

Depuis, bien des génocides ont eu lieu, mais dans le dernier siècle, du moins, même si l'esclavage, la traite d'humains, les peuples massacrés par groupe ethnique se perpétuent, il existe une sorte de conscience médiatique universelle affirmant que ces événements sont objectivement mauvais. Ce n'est pas un phénomène normal que la guerre, il ne s'agit pas de rapport de forces éternels et meurtriers qui constitueraient la routine de la politique.

Pourtant, dans cet univers médiatique si civilisé, j'ai entendu dernièrement une parole qui est venue m'interpeller, comme si des fantômes de personnages antiques sanguinaires s'étaient matérialisés.

Un homme, Mark Warawa, veut que son pays condamne la pratique consistant à éliminer avant la naissance les fœtus de sexe féminin, parce que ce sont des filles.

Ici, on s'attend aux applaudissements des médias... Mais ce n'est pas cela. Des groupes féministes et leurs pendents dans la population s'interposent. Cette condamnation est une technique pour revenir en arrière, pour abolir le droit à l'avortement, le nombre d'avortements sélectif est minime au pays, il suffirait d'éduquer et, avec le temps, les avortements sélectifs disparaîtront. Peut-être que tout cela est vrai...

Mais ce que je sais, aujourd'hui, c'est qu'il y a possiblement un fœtus qui va se faire avorter parce que c'est une fille, et je me fous de tous vos arguments...

Quoi, que dites-vous? Que criez-vous? J'ai cru entendre une voix, des voix, une masse crier: «Ne comprenez-vous pas? Il vaut mieux qu'une seule personne meure pour sauver une multitude... d'avortements?»

Et tout à coup je me suis retrouvé devant cette histoire entendue dans mon enfance, d'un homme crucifié pour protéger un ordre établi, horrifié par la bêtise humaine que je venais de découvrir. Il vaut mieux qu'une petite fille meure pour sauver le sacro-saint droit de ce que vous voudrez. Je vis à l'époque des barbares, et je ne le savais pas...